

Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol

Le rôle crucial de l'Europe dans la résolution de la crise ukrainienne

samedi 11 février 2017, par [Laurent CHAMONTIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Laurent CHAMONTIN](#), **Le rôle crucial de l'Europe dans la résolution de la crise ukrainienne**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 11 février 2017.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Longtemps avant la relance de la guerre d'agression russe le 24 février 2022, Laurent Chamontin (1964-2020) a vu juste sur la Russie de Poutine et ses ambitions impériales à l'encontre de l'Ukraine. Il fait partie des quelques experts qui ont mis à disposition des faits à considérer et des analyses à intégrer pour ne pas être surpris. En accès gratuit, le Diploweb a publié dès août 2016 son ouvrage « Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol ». L. Chamontin alertait non seulement sur les visions impériales de Moscou mais aussi sur les dangers de la désinformation russe, (Cf. Chapitre 6. « La guerre de l'information à la russe, et comment s'en défendre »). Créé en 2021, le Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum) ne cesse depuis de mettre à jour des actions de désinformation russes à l'encontre de la France. Chapitre par chapitre, la publication numérique de l'ouvrage de L. Chamontin a été achevée en février 2017 par le chapitre « Le rôle crucial de l'Europe dans la résolution de la crise ukrainienne ». Après la publication numérique gratuite, le Diploweb en assurée la publication aux formats Kindle et livre papier, par Amazon. Sous ces trois formats, le livre « Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol » a reçu un bel accueil. Ce dont témoigne d'ailleurs en creux sur Amazon la hargne de quelques trolls pro-russes aux commentaires pathétiques, hommages involontaires à la pertinence d'une pensée critique argumentée et toujours nuancée. Ce qui les gêne, c'est la mise à disposition d'éléments de connaissance qui réduisent l'efficacité de leurs manipulations mentales.

Laurent Chamontin est décédé le 15 avril 2020 de la combinaison d'un cancer et du Covid-19. Il nous manque humainement et intellectuellement tant sa lucidité aurait été la bienvenue pour éclairer la relance de la guerre russe en Ukraine. Cette dernière exerce des effets de long terme sur la reconfiguration stratégique de l'Europe géographique. C'est pourquoi il est utile de (re)lire un auteur qui avait su en distinguer les signes annonciateurs. La grâce de l'écriture et les possibilités de la publication internet permettent de remettre en avant son analyse contextualisée, puisque chaque page HTML porte en pied la date de publication initiale. Chacun saura trouver dans ces lignes rédigées en 2016 des réflexions pour aujourd'hui.

—
Retrait relatif des États-Unis, instabilité aggravée de la Russie, diminution du poids de l'Europe dans les équilibres mondiaux : tels sont les défis auxquels doivent faire face les dirigeants de notre continent, en plus de la crise au Maghreb et au Moyen-Orient. Cette situation est préoccupante, dans la mesure où l'Union européenne fait face à un déficit de légitimité interne sans précédent. Comment se réinventer, et en particulier canaliser la crise russo-ukrainienne ?

Conclusion

QUE CELA PLAISE ou non à Vladimir Poutine, la Guerre froide est aujourd'hui un concept dépassé, parce que les zones d'influence et les réalités stratégiques diffèrent du tout au tout [1]. La division du Monde en deux blocs dominés par l'URSS et les États-Unis est, définitivement, une réalité du passé. En 1960, l'Union Soviétique était à la tête d'un camp

socialiste qui s'étendait d'Hanoi à l'Oder, englobait un bon tiers de l'Humanité, et apparaissait encore comme un modèle de développement alternatif à l'économie de marché.

Cinquante-cinq ans plus tard, la Chine et l'Inde ont émergé - des acteurs dont le poids démographique et le dynamisme bouleversent l'échiquier mondial ; et en conséquence, l'axe du Monde se déplace vers l'Océan Pacifique, laissant la Russie face à la réalité d'une démographie déprimée et d'une économie qui ne sait toujours pas utiliser l'extraordinaire potentiel intellectuel de sa population. Quant à la promotion d'un modèle de modernisation alternatif au capitalisme, les stratégies de communication de Vladimir Poutine ne peuvent clairement en tenir lieu.

Même si la mondialisation lui offre aussi des opportunités de diversification, le Kremlin se voit alors confronté à une question essentielle : la préservation de son influence dans *l'Étranger proche*.

Quant aux États-Unis - c'est un point sur lequel on ne saurait trop insister - s'ils constituent encore un élément essentiel de l'ordre du Monde (par leur action sur la liberté des mers, sur la dénucléarisation, la démocratisation...), ils sont nettement moins concernés que les Européens par les échanges économiques avec la Russie. Par ailleurs, le développement des hydrocarbures non conventionnels leur permet aujourd'hui d'observer une certaine distance par rapport aux bouleversements qui se produisent sur la façade ouest de l'Eurasie. Notons de plus pour éclairer le futur qu'ils auront dans les années qui viennent à faire face à la montée en puissance de la Chine dans l'Océan Pacifique, et que le prochain locataire de la Maison Blanche, quel qu'il soit, devra compter avec une réticence marquée de l'opinion américaine vis-à-vis de l'engagement international du pays [2].

C'est dire que de plus en plus, l'Europe va se retrouver *volens nolens* en première ligne dans l'exercice de la puissance à ce qui constitue aujourd'hui ses frontières, alors qu'elle est aujourd'hui dans une configuration qui la prédispose peu à ce genre de rôle ; il faudra au Vieux continent plus qu'un sursaut pour conserver un peu de son lustre au XXIe siècle, en premier lieu parce que ce qui faisait sa puissance jusqu'en 1914 a disparu à jamais.

Selon la thèse classique de Paul Kennedy, la compétition permanente entre États européens, au sein d'un Monde encore relativement statique, avait assuré pendant 400 ans leur suprématie économique et technique [3] ; ce facteur bénéfique pour leur puissance disparaît peu à peu au XXe siècle : les deux guerres mondiales, qui laissent l'Europe exsangue, y sont bien sûr pour quelque chose, mais ne jouent finalement qu'un rôle d'accélération.

Dès le XVIIIe siècle en effet, la Russie, puis les États-Unis, lancent un vaste processus de rattrapage qui s'étend peu à peu aux autres aires géographiques. Peu importe au fond que celui-ci soit chaotique (cas russe et chinois) ou tardif (cas brésilien ou indien) : il vient un moment (nous y sommes) où l'égalisation des conditions est suffisamment avancée pour renvoyer l'Europe à la réalité de son faible poids démographique, de sa relative pauvreté en ressources, et de sa division devenue un handicap dans ces circonstances nouvelles.

Épouvanté à juste titre par les horreurs liées au déchainement des nationalismes sur son sol, protégé en sa partie occidentale par les États-Unis pendant la Guerre froide, le Vieux continent atteint par le vieillissement aborde le XXIe siècle dans un état de profonde léthargie diplomatique et stratégique.

Sa division lors de l'intervention américaine en Irak (pays dont la situation actuelle ne permet plus d'ignorer le rôle essentiel pour la sécurité européenne) en fournit un premier indice ; celui-ci est loin d'être isolé puisqu'entre tant d'autres, la mollesse de la réaction des Européens

à l'intervention russe en Géorgie (qui a encouragé l'aventurisme de Vladimir Poutine aux portes de l'UE et de l'OTAN) ou l'amateurisme de l'accord d'association UE-Ukraine (qui a offert un boulevard aux tendances les plus négatives de la Russie) vont dans le même sens. Il faut encore mentionner le clivage actuellement visible entre une Europe du Sud plus préoccupée par la crise syrienne, et une Europe de l'Est plus concernée par les menées de Vladimir Poutine.

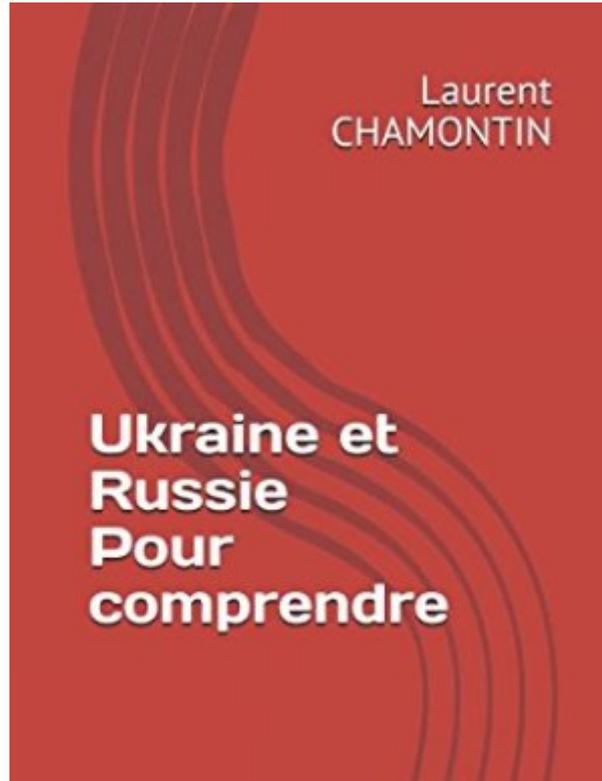
Enfin, malgré le désengagement des États-Unis que nous avons déjà évoqué, pourtant peu susceptible d'être nié ou minimisé, [les dépenses militaires des États européens restent d'une faiblesse insigne](#) (la France, le Royaume-Uni et la Pologne faisant figure d'exceptions relatives), au moment où il n'est plus possible d'ignorer la déstabilisation des façades méridionale et orientale du continent.

Cette léthargie est particulièrement pernicieuse dans la mesure où l'Europe a aussi la malchance stratégique d'être bordée par deux zones où la modernisation est particulièrement problématique.

Malgré des conditions démographiques, économiques et politiques très différentes, ces deux zones font en effet face à des blocages internes (corruption, illégitimité des élites, marasme social, incapacité de l'État à organiser la modernisation, etc.) qui, en empêchant l'émergence d'une perspective de mieux-être, alimentent l'exaspération et les tentations extrémistes.

Sur un autre plan, elles présentent toutes deux la particularité de n'avoir pas encore réussi à cicatriser les conséquences des crises du XXème siècle (guerres mondiales, décolonisation) et à prendre de la distance vis-à-vis des tentations nationaliste et totalitaire au même point que les habitants du Vieux continent. De ce point de vue, il faut convenir avec le recul que l'émergence de Slobodan Milošević en Yougoslavie préfigurait la résurgence du nationalisme russe, ce que nous n'avons pas su anticiper.

**Un livre également édité par [Diploweb.com](#) via [Amazon](#),
[format papier et format Kindle](#)**



L. Chamontin. Ukraine et Russie. Pour comprendre.

Laurent Chamontin, « Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol », éditions Diploweb 2016. [Un classique également disponible sur Amazon format papier et format Kindle](#)

Laurent Chamontin, « Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol », éditions Diploweb 2016. [Un classique également disponible sur Amazon format papier et format Kindle](#)

Extrait de la 4e de couverture

La propagande lui assurait que son quartier était bombardé par les forces ukrainiennes, mais elle voyait bien que les tirs venaient des batteries séparatistes.

La révision déchirante qu'a dû opérer cette habitante de l'Est de l'Ukraine pourrait être l'emblème d'une guerre menée sur le terrain médiatique autant que sur le champ de bataille.

Elle illustre avec une acuité particulière la nécessité de revenir sur les faits, mais aussi de comprendre ce qui nous empêche de comprendre - y compris en France.

Ceux qui pensent que tout ceci ne nous concerne pas se trompent. Lourdemment. D'abord parce que Vladimir Poutine est notoirement lié avec l'extrême-droite européenne. Ensuite, mauvaise nouvelle, parce que notre continent est désormais déstabilisé sur son flanc Est comme sur son flanc Sud.

Cet ouvrage offre un panorama complet de la crise russo-ukrainienne, en répondant aux questions fondamentales qu'elle pose : quelles sont les logiques qui sous-tendent l'action de Moscou ? Quelle est la consistance de la jeune nation ukrainienne ? S'agit-il d'une crise géopolitique, ou d'une crise de modernisation ?

Laurent Chamontin né en 1964, est diplômé de l'École Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans

le monde russe. Il est l'auteur de « L'empire sans limites - pouvoir et société dans le monde russe » (préface d'Isabelle Facon - Éditions de l'Aube - 2014). À la fin de 2015, il s'est rendu à Marioupol pour étudier les répercussions de l'Euromaïdan dans le Donbass. Il publie « Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol », aux éditions Diploweb en 2016.

Pour ce qui concerne son flanc Sud, l'émergence de Daesh, ses liens avec l'islamisme européen comme la crise dite des migrants matérialisent d'ores et déjà le risque pour l'Europe de voisiner avec des États faillis.

Sur le flanc Est, la menace résulte de l'imprévisibilité fondamentale du Kremlin, engagé dans une fuite en avant nationaliste qu'il sera infiniment plus difficile d'arrêter que de lancer. La stabilité de l'Ukraine, frontalière de la Russie comme de l'UE, est évidemment un enjeu de sécurité essentiel : mais force est de constater que Moscou a choisi un autre chemin et risque fort de s'entêter dans l'erreur, avec des conséquences potentiellement incontrôlables.

L'Européen, avec son pacifisme de l'opulence, doit aujourd'hui regarder en face cet objet pour lui étrange qu'est l'extrémisme russe, profondément enraciné dans la population.

En bref, si l'émergence d'une Europe - puissance reste aujourd'hui hypothétique, elle suppose la démonstration, dans la décennie qui vient, de sa capacité à soutenir la modernisation de ses flancs Sud et Est, bien au-delà du nécessaire soutien à l'Ukraine et à la Tunisie ; ceci requiert une politique commune ou coordonnée, dans la mesure où cet objectif relève d'un intérêt commun et dépasse les possibilités de chacun des États européens.

L'acceptation réaliste du défi ainsi posé, pour les peuples du Vieux continent, se heurte à toutes sortes d'obstacles : problèmes institutionnels, travail de sape des groupes de pression liés à des intérêts d'affaires ou à des puissances étrangères, incompréhension de ce qui se passe dans des zones à la fois voisines et difficiles à appréhender du point de vue culturel, etc. En particulier, il ne faut pas sous-estimer l'obstacle d'un état d'esprit pernicieux qui tend rituellement à faire de l'Occident la source de tous les maux : sans doute faudra-t-il dire et redire que promouvoir la stabilité à son voisinage, ce n'est ni du colonialisme, ni de l'impérialisme, mais une politique honorable et d'un réalisme bien compris.

À ce point, il faut encore parler d'un populisme dont l'Europe institutionnelle est l'une des cibles - ce qui n'est pas un hasard. Le développement de ce phénomène dans les proportions qu'il atteint aujourd'hui signale une fragilité des sociétés européennes dont les causes sont multiples.

En premier lieu, il est le signe d'une difficulté de fond liée à l'extrême sophistication de nos sociétés et de leurs procédures. De nos jours, toute prise de décision concertée suppose l'intervention d'une multiplicité d'acteurs et de centres de pouvoir d'où souvent un caractère irrémédiablement opaque et complexe, à l'origine d'un populisme de frustration [4], ou, chez les élites, d'une tentation de s'affranchir du jeu démocratique, évidente dans la négation du résultat du référendum de 2005 par la classe politique française comme dans le transfert à la BCE des compétences monétaires [5].

Dans ce contexte, l'Union Européenne tente de fédérer 28 États solidement enracinés depuis plusieurs siècles et en même temps concurrencés par toutes sortes d'acteurs transversaux - il n'est donc pas étonnant qu'elle porte d'emblée un lourd handicap par le supplément de

complexité qu'elle comporte.

Si on ajoute à cela des politiques combinant dérégulation financière au-delà de toute limite raisonnable, une ouverture économique qui met en compétition les classes populaires avec les travailleurs à bas salaire de toute la planète, et l'austérité pressurant la demande, il devient clair que le populisme représente une réaction à une politique d'adaptation sans perspectives, et exprime une profonde défiance vis-à-vis des élites [6]. Cette situation est fort dommageable dès aujourd'hui pour le fonctionnement de l'Union Européenne comme de ses États membres, en particulier parce que la stagnation des classes populaires les rend hermétique à tout débat sur une augmentation d'une immigration perçue comme concurrente, alors même que la structure démographique de nos contrées réclame des bras supplémentaires, ne serait-ce que pour financer les retraites.

Il faut enfin insister sur le danger, déjà matérialisé en partie du côté de Moscou, d'une coopération entre ce populisme et les forces extérieures attachées à la destruction du mode de vie européen, qu'il s'agisse de coopération active ou de connivence dans l'alimentation de l'extrémisme. Dans cette optique, une arrivée au pouvoir des populistes, qui n'est pas absolument impossible au vu des derniers résultats électoraux en France, conduirait au minimum à un retour en arrière et au gaspillage de nombreux atouts, et au pire au chaos.

Si, en dehors de toute autre considération, « *les grands paramètres démographiques, économiques et stratégiques militent [...] pour l'effacement relatif* » de la puissance européenne [7], on voit donc que le cours des événements s'accélère, forçant les habitants du Vieux continent à se réformer ou à accepter la perte de contrôle de leur destin.

La justification initiale de la construction européenne, la conjuration de la guerre en Europe, n'a plus lieu d'être, tant il est clair que celle-ci est devenue hors de saison. Il n'en est pas de même de la conflictualité à ses frontières : aujourd'hui comme au temps de la Guerre froide, la menace extérieure peut contribuer à donner une cohésion nouvelle au projet européen ; quant à la pertinence de celui-ci vis-à-vis du reste du Monde, elle reste d'actualité en raison du déclin relatif évoqué plus haut, mais aussi du fait d'une unité qui compense en partie l'hétérogénéité constitutive de l'Europe.

Pour ce qui concerne l'Est du continent, la définition d'une position diplomatique doit s'appuyer sur une appréciation réaliste de la situation et de ses contraintes.

Premier point, qui a trait à l'équilibre interne des institutions européennes plus qu'à la nature de ses voisins : il faut enfin que l'UE soit consciente de ses limites géographiques. Dans l'état de faiblesse où elle se trouve aujourd'hui, elle n'est pas en mesure d'absorber des États de plus en plus éloignés de son modèle initial, sauf à partir dans une fuite en avant dans laquelle elle finirait par se dissoudre. La priorité est à l'approfondissement, non à l'extension sur des bases mal assurées.

Ceci est d'autant plus vrai qu'il s'agit, quand on évoque l'Ukraine ou la Turquie, de puissances industrielles de premier plan (l'Ukraine étant de plus une puissance agricole) ; il s'agit aussi de pays de grande taille, dont l'insertion dans les institutions européennes ne serait pas sans effet.

Il faut enfin prendre la mesure de la diversité culturelle du Monde, visible dès nos portes : l'héritage culturel russe, avec son État sans contrepoids, n'a rien à voir avec la culture européenne. Nier ce fait, c'est partir dans l'irréalité des bons sentiments.

Tout ceci pour dire que l'intégration de l'Ukraine dans l'UE ne doit pas figurer dans l'ordre du jour des dix prochaines années au moins - ce qui ne signifie pas, loin de là, que l'Europe ne

doit pas soutenir le mouvement de modernisation qui s'y développe actuellement.

Quant à l'intégration de la Russie, parfois évoquée, elle est encore plus irréaliste. D'abord parce que, pour paraphraser Churchill, celle-ci a toujours le choix entre l'Europe et le Grand large, cette dernière expression étant à prendre au sens métaphorique, puisqu'il est ici question d'un océan de plaines. La tentation de tourner le dos à l'Europe, dont on voit bien l'actualité, est une option viable, même si de l'extérieur nous en voyons mieux les inconvénients que les bienfaits.

Par ailleurs, le sentiment de l'exceptionnalité est profondément ancré dans la mentalité russe : on peut dire pertinemment que la distinction entre « eux » et « nous » y est affirmée avec d'autant plus d'insistance que, dans une perspective longue, les frontières du pays sont floues et changeantes.

Ajoutons à cela une expérience aussi singulière que la vie en vase clos face à un pouvoir sans contrepoids, qui isole forcément de la culture européenne, et le climat de renaissance nationale sur fond de récit d'humiliation qui prévaut actuellement, et il devient clair que la Russie n'est absolument pas soluble dans une structure supranationale.

Il y a enfin la question des valeurs : traditionnellement, du fait de sa moindre exposition aux droits de l'Homme, le Kremlin dispose d'une marge de manœuvre inaccessible aux Occidentaux depuis les années 1960 pour soutenir des régimes anti-démocratiques, à laquelle il n'a aucune raison de renoncer.

Tout ceci ne signifie cependant pas qu'il faille considérer d'un cœur léger la perspective de couper les ponts avec Moscou.

D'abord sur un plan purement diplomatique, parce qu'avoir une puissance nucléaire de cette taille hors du système de sécurité collective ne peut que contribuer à accroître l'incertitude, et à se priver de la collaboration avec un acteur qui conserve une influence indéniable au Moyen-Orient, que celle-ci aille ou non dans le sens des intérêts européens.

Ensuite, parce que certaines interdépendances sont des réalités qu'il serait dangereux ou dommageable de remettre en cause de but en blanc : on pense en premier lieu à la question des hydrocarbures, mais il y a aussi celle de l'intégration de la Russie au système financier mondial, et les intérêts commerciaux dont nous avons vu qu'en Europe ils n'étaient pas négligeables.

Tout ceci étant posé, au-delà du nécessaire maintien des sanctions tant qu'elle n'a pas infléchi sa politique d'agression rampante à l'égard de l'Ukraine, il reste à trouver une réponse adéquate à une Russie que son absence de perspectives de modernisation contribue à rendre menaçante. La dissymétrie actuelle - surréaction militaire à une menace d'ordre politique, pouvoir des armes contre pouvoir d'influence - appelle un double rééquilibrage.

La montée en puissance de la capacité de défense de l'Europe dans le cadre de l'OTAN est le premier volet de celui-ci ; reste à imaginer ce qui pourrait contribuer à restaurer le pouvoir d'influence et d'attraction de la Russie, et, plus généralement, à positionner l'ensemble de la région sur une trajectoire de modernisation.

Des initiatives conjointes de développement, par exemple un plan conjoint pour l'Ukraine, ou au début des initiatives plus modestes, pourraient être discutées avec le Kremlin, dans la mesure où celui-ci revient à des comportements coopératifs. La renégociation du statut de la Crimée, passant si nécessaire par un référendum en bonne et due forme, ainsi que le retrait des armes et des combattants du Donbass seraient évidemment un préalable à tout progrès dans cette direction.

Il est évidemment important d'essayer de maintenir le contact avec la Russie, cependant il ne faut pas se cacher l'extrême difficulté de l'entreprise, du fait des facteurs que nous avons évoqué plus haut (absence d'intérêt des élites pour la modernisation, sensation de blocage interne se traduisant par une fuite en avant nationaliste rencontrant une forte résonance dans la population).

Faute de progrès dans cette direction, les enjeux resteront ceux d'une guerre d'usure : « *la Russie parviendra-t-elle à mettre en place une stratégie tournant le dos à l'UE malgré les sanctions ? L'Ukraine dépassera-t-elle son statut actuel d'État faible économiquement et dépendant de la Russie ? Les Occidentaux trouveront-ils des ressources financières et une politique commune pour soutenir efficacement l'Ukraine ?* [8] »

Quoi qu'il en soit, l'Europe a encore à ce jour la maîtrise de son destin. Il faut aussi que ses citoyens en soient conscients : dans cinq ans, il pourrait bien être trop tard.

Copyright 2016-Chamontin/Diploweb.com

Table des matières

[Introduction. Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol](#)

[1 - Aux racines du conflit : la décomposition de l'URSS](#)

[2 - Géopolitique de l'"Etranger proche"](#)

[3 - L'Ukraine : émergence d'un nouvel État-nation](#)

[4 - "Euromaïdan" : une lame de fond](#)

[5 - Russie : les risques d'une puissance instable](#)

[6 - La guerre de l'information à la russe, et comment s'en défendre](#)

[7 - Les opinions européenne et française dans la guerre hybride](#)

[Conclusion. Le rôle crucial de l'Europe dans la résolution de la crise ukrainienne](#)

Chronologie 1991 - 2015 [9]

1991 : Déclaration d'indépendance de l'Ukraine, ratifiée par référendum (90.3 % de votes favorables) le 1er décembre ; fondation de la CEI le 8 décembre.

1994 : Signature par la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni du mémorandum de

Budapest, ultérieurement signé par la France et la Chine, qui garantit les frontières de l'Ukraine en échange de sa dénucléarisation.

1997 : Signature de l'accord russo-ukrainien sur le partage de la flotte de la mer Noire, avec bail russe sur Sébastopol jusqu'en 2017.

2000 : Disparition du journaliste Gueorgui Gongadze, dont le corps décapité sera retrouvé l'année suivante – une affaire qui met en cause l'entourage proche du président ukrainien Leonid Koutchma.

2004 : *Révolution orange* en Ukraine.

Le second tour de l'élection présidentielle est rejoué en raison de fraudes massives ; Viktor Youchtchenko en sort finalement vainqueur contre Viktor Yanoukovitch.

2006 : Première « guerre du gaz » : Gazprom suspend ses livraisons à l'Ukraine, avant que Kiev et Moscou n'arrivent à un compromis sur le prix du gaz.

2008 : Sommet de l'OTAN à Bucarest, qui prévoit l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine, sans fixer d'échéance (2 avril).

En août : guerre russo-géorgienne.

2009 : Deuxième « guerre du gaz ».

Lancement du « partenariat oriental » associant l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan à l'Union Européenne.

2010 : Élection de Viktor Yanoukovitch à la présidence de l'Ukraine. Prolongation de l'accord de bail sur la base navale de Sébastopol en faveur de la Russie jusqu'en 2042.

2011 : Condamnation de l'ancien premier ministre Youlia Tymochenko à sept ans de prison, à l'issue d'un procès dont les conditions sont dénoncées par l'Union européenne.

2013 : L'Ukraine devient membre observateur de l'Union douanière (Russie, Biélorussie, Kazakhstan), mais refuse de devenir membre à part entière (31 mai). Renoncement de l'Ukraine à l'accord d'association avec l'UE.

Début du mouvement *Euromaïdan* (13 novembre).

2014 : Fuite de Viktor Yanoukovitch (22 février).

Annexion de la Crimée par la Russie (Mars) et déstabilisation du Donbass à partir d'avril.

Mise en place progressive de sanctions à l'encontre de la Russie, aggravées après le crash du vol MH17 (juillet).

Accords de Minsk 1 (septembre), puis Minsk 2 (février **2015**), censés permettre une stabilisation du front dans le Donbass, avec octroi d'un statut spécial, en contrepartie d'un cessez-le-feu et d'un retrait des armes lourdes qui restent jusqu'à ce jour (mai **2016**) très mal respectés.

Éléments de bibliographie

- ARJAKOVSKY Antoine, *Russie/Ukraine : de la guerre à la paix ?*, Parole et Silence Éditions (2014).
- ARMANDON Emmanuelle, *La Crimée entre Russie et Ukraine - un conflit qui n'a pas eu lieu*, Éditions Bruylant, 2013.
- APPLEBAUM Anne, *Rideau de fer - l'Europe de l'Est écrasée - 1944-1956* trad. par P. - E. Dauzat, Grasset, 2014.
- CHAMONTIN Laurent, *L'empire sans limites : pouvoir et société dans le monde russe*, préface d'Isabelle Facon, Éditions de l'Aube, 2014.
- DAUBENTON Annie, *Ukraine - l'indépendance à tout prix*, Buchet Chastel, 2014.
- DAUCÉ Françoise, *Être opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Le bord de l'eau éditions, 2016.
- DULLIN Sabine, *La frontière épaisse - Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Éditions EHESS, 2014.
- DUMONT Gérard-François, VERLUISE Pierre, *Géopolitique de l'Europe - de l'Atlantique à l'Oural*, PUF, 2015, deuxième édition actualisée 2016.
- GENTÉ Régis, *Poutine et le Caucase*, Buchet Chastel, Paris, 2014.
- GUILLEMOLES Alain, *Ukraine - le réveil d'une nation*, Les petits matins, 2015.
- KAPPELER Andreas, *Petite histoire de l'Ukraine*, trad. Guy Imart, Institut d'Études Slaves, 1997.
- LARUELLE Marlène, *Le nouveau nationalisme russe - des repères pour comprendre*, Éditions de l'œuvre, 2010.
- LEBEDYNSKY Iaroslav, *Ukraine, une histoire en questions*, L'Harmattan, 2008.
- MENDRAS Marie, *Russie, l'envers du pouvoir*. Odile Jacob, 2008.
- NEMTSOV Boris, *Le rapport Nemtsov : Poutine et la guerre*. Préface de Marie Mendras, postface de Michel Eltchaninoff, trad. Polina Petrouchina, Actes Sud, 2016.
- RADVANYI Jean (dir.), *Les États postsoviétiques - Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, 3e édition, Armand Colin, 2011.
- Sénat - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées « France - Russie : pour éviter l'impasse », rapport n° 21 (2015-2016) - 7 octobre 2015.
- STENT Angela, *The Limits of Partnership : U.S.-Russian Relations in the Twenty-First Century*, Princeton University Press, 2014.
- THOM Françoise, « La Russie d'Eltsine à Poutine (1992 - 2014) », postface à Nicholas V. RIASANOVSKY, *Histoire de la Russie - des origines à nos jours*, trad. André Berelowitch, Robert Laffont, Bouquins, 2014.
- VAISSIÉ Cécile, *Les réseaux français du Kremlin*, Éditions Les petits matins, 2016.

Copyright 2016-Chamontin/Diploweb.com

P.-S.

Laurent Chamontin (1964-2020), était diplômé de l'École Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe. Il est l'auteur de « L'empire sans limites - pouvoir et société dans le monde russe » (préface d'isabelle Facon - Éditions de l'Aube - 2014), et de « Ukraine et Russie : pour comprendre. Retour de Marioupol », éditions Diploweb 2016.

Notes

[1] <http://www.diploweb.com/Quelle-Guerre-froide-Du-recyclage.html>

[2] Jeffrey A. STACEY, « The Hillary Clinton Doctrine - Comparing Clinton's Foreign Policy to Obama's and Trump's »

<https://www.foreignaffairs.com/articles/2016-05-17/hillary-clinton-doctrine> ; Benjamin

Haddad, « Un nouvel isolationnisme américain ? »

<http://www.lopinion.fr/edition/international/nouvel-isolationnisme-americaain-100915>

[3] Paul KENNEDY, Naissance et déclin des grandes puissances, trad. M.-A. Cochez et J.-L. Lebrave, Payot, 1991.

[4] Ce populisme de frustration trouve un débouché très important sur les réseaux sociaux, qui apparaissent ainsi comme l'un des champs essentiels à investir pour le contrer.

[5] Ledit transfert a certes fait l'objet d'un processus de décision démocratique, mais le dessaisissement n'en est pas moins incontestable.

[6] Voir à ce sujet Emmanuel TODD, L'illusion économique, Gallimard, 1999.

[7] Gérard-François DUMONT, Pierre VERLUISE, Géopolitique de l'Europe - de l'Atlantique à l'Oural, PUF, 2015.

[8] Margaux SCHMIT, « La crise en Ukraine », Novembre 2015,

<http://www.diploweb.com/La-crise-en-Ukraine.html>

[9] D'après Annie DAUBENTON, op. cit.